



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 24 juin 2014

Agenda

Lundi 30 juin

-15h : **Yvon GATTAZ**, membre de l'Académie : « *L'économie vue par un entrepreneur* ».

Lundi 7 juillet

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **Dominique TERRÉ**, chargée de recherche au CERSES : « *Le droit, entre morale et économie* ».

-Comité secret.

Lundi 29 septembre

-15h : **François TERRÉ**, membre de l'Académie : « *Sciences juridiques et sciences politiques* ».

-18h : Cérémonie de remise des prix de la Fondation culturelle franco-taïwanaise, Grande salle des séances.

Lundi 6 octobre

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **André VACHERON**, membre de l'Académie : « *Sociologie des inégalités de santé* ».

Lundi 13 octobre

-15h : **Chantal DELSOL**, vice-présidente de l'Académie : « *Social et "sociétal"* ».

Lundi 20 octobre

-15h : **Georges-Henri SOUTOU**, membre de l'Académie : « *Problème actuel de la science historique* ».

Mardi 28 octobre

-15h : Séance de rentrée des Cinq Académies sous la Coupole : « 1914 », **Jean-Claude CASANOVA** étant délégué par l'Académie.

Lundi 3 novembre

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **Philippe CAPELLE-DUMONT**, professeur des Universités, doyen de l'Académie catholique de France : « *L'idée d'une "théologie" scientifique* ».

Séance du lundi 23 juin

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 16 juin, le président **Bernard Bourgeois** a fait procéder aux dépôts d'ouvrages.

Jean Mesnard a présenté une édition en trois volumes de la correspondance de Descartes présentée, annotée et traduite en roumain par Vlad Alexandrescu : *René Descartes – Corespondenta completa* (Bucarest, éditions Polirom, 2014).

Le président a ensuite passé la parole à son confrère **Michel Pébereau** qui a fait une communication intitulée « *La raison économiste* ». Comme l'a souligné en fin de séance le président, l'exposé fut un véritable cours d'économie d'une rare densité. L'orateur a tout d'abord indiqué qu'est « au centre de la science économique la manière dont l'homme [luttant contre la rareté] effectue des choix – qui ont un coût – et mobilise des ressources – qui sont limitées – pour atteindre ses objectifs. » Les choix sont généralement le fruit d'un comportement rationnel et « la rationalité économique des comportements individuels est à l'origine de la richesse des nations. Elle explique que la mondialisation puisse être un instrument d'enrichissement de la planète. »

En se référant à Adam Smith, Michel Pébereau a rappelé les principes qui guident les décisions individuelles et les interactions entre individus. Il a particulièrement souligné que l'échange enrichit tout le monde, d'où l'on peut induire que « l'efficacité du marché croît quand l'espace de celui-ci passe de la tribu à la cité, puis à la province, puis à la nation, puis au continent. Une répartition du travail par spéculation à l'échelle de la population de 7 milliards d'êtres humains serait plus efficace qu'à l'échelle des 500 millions d'Américains ou des 60 millions de Français. L'intérêt de la globalisation pour accroître la richesse est donc une évidence. »

La validité de cette idée ainsi que la rationalité de l'économie de marché, a poursuivi l'orateur, sont confirmées *a contrario* par l'histoire qui a clairement établi « l'échec du système alternatif de gestion centralisée de l'économie mis en œuvre par les pays communistes et aussi des systèmes s'en inspirant qui ont été expérimentés dans nombre de pays du Tiers-Monde après la deuxième guerre mondiale. [...] Ce sont plus largement la rapidité de la croissance économique et du progrès social réalisés grâce au passage à l'économie de marché de la plupart des pays qui l'avaient jusqu'alors rejetée qui a démontré l'efficacité de celle-ci : en particulier en Europe de l'Est, en Chine, puis au Vietnam. »

Si Michel Pébereau a appelé de ses vœux une économie ouverte au niveau de toute la planète, il a également estimé que « des instances politiques internationales seraient indispensables pour assurer le bon fonctionnement du marché ». Mais, a-t-il déploré, « ni les responsables politiques, ni les opinions publiques des pays petits ou grands ne sont aujourd'hui prêts à envisager tant les transferts de souveraineté que les solidarités qu'impliquerait un changement de dimension de la globalisation des échanges. »

À l'issue de sa communication, **Michel Pébereau** a répondu aux questions que lui ont posées **Bertrand Collomb**, **Jean-Robert Pitte**, **Thierry de Montbrial**, **Jean Baechler**, **Michel Albert**, **Jacques de Larosière**, **Pierre Delvolvé**, **Mireille Delmas-Marty**, **Emmanuel Le Roy Ladurie**, **Philippe Levillain** et **Jean Mesnard**.

À lire

- **Jean-Claude Trichet** : « L'Euro et la zone euro ont fait preuve d'une résilience remarquable autant qu'inattendue », dans *Le Nouvel Économiste* en date du mardi juin. Extrait : « La France est à la croisée des chemins. La France n'a pas été touchée par la crise des risques souverains. À aucun moment, l'investisseur mondial n'a placé la France dans la situation de l'Espagne ou de l'Italie. Le pays a continué de bénéficier de conditions de financement très favorables et aisées. Sa crédibilité n'a pas été mise en cause. Pourtant la France n'est pas dans une bonne situation. Il est flagrant qu'elle a devant elle des obstacles structurels à la croissance et à la création d'emplois qu'il lui faut progressivement éliminer. Il existe désormais un consensus multipartisan dans notre pays, entre les modérés et les sociaux- démocrates, premièrement sur le diagnostic – "il existe un problème important de compétitivité-coût dans notre pays", deuxièmement sur la nécessité de plus de flexibilité, y compris sur le marché du travail et, troisièmement, sur la nécessité de diminuer la dépense publique en proportion du PIB. Nous n'avons pas suffisamment surveillé en France l'évolution des coûts unitaires de production. Lorsque j'ai écrit en 2005 au président de l'Eurogroupe, à propos de l'ensemble des pays de la zone euro, qu'il y avait un sérieux problème de divergence de compétitivité, c'était en partant des coûts unitaires de production et de la balance des paiements. La France n'a pas été assez attentive après l'euro comme elle l'avait été avant l'euro, avec sa stratégie de "désinflation compétitive", que j'avais moi-même soutenue dans mes différentes fonctions avec autant d'énergie que possible. Paradoxe : au moment même d'entrer dans la monnaie unique, au lieu de dire que nous devons renforcer cette stratégie de "stabilité compétitive", nous avons relâché l'effort. Compétitivité-coût, réformes structurelles, réduction progressive de la dépense publique en proportion du produit intérieur brut : dans les trois cas, nous avons un consensus multi-partisan émergent. C'est un fait : il n'y aurait pas eu d'euro s'il n'y avait pas eu de consensus sur la désinflation compétitive. Aujourd'hui il nous faut faire de très grands progrès dans ces trois dimensions si l'on veut arriver à ce que tout le monde souhaite, à savoir plus de croissance et plus de création d'emplois. De ce point de vue, l'Allemagne est très intéressante : nous avons moins de chômage que l'Allemagne quand nous avons commencé l'euro en 1999 ; nous avons nous-mêmes une bonne compétitivité et un excédent de la balance des paiements courants alors que nos voisins étaient en déficit. Mais depuis, l'Allemagne a été extrêmement attentive à ses coûts et a fait ses réformes. Si bien qu'au total, en euros, sur la période allant de la création de l'euro à aujourd'hui, les coûts français ont crû de 18% de plus que les coûts allemands. Sur ces 18%, 8% peut-être correspondent à un rattrapage par l'Allemagne de sa compétitivité perdue au moment de la réunification. Mais les 10% de retard de compétitivité que nous avons maintenant se paient cher en termes de chômage, de faible croissance et de déficits internes et externes. Nous avons besoin d'une stratégie de long terme de "stabilité compétitive". »
- Le discours « Central Banking in the Crisis : Conceptual Convergence and Open Questions on Unconventional Monetary Policy » qu'a prononcé **Jean-Claude Trichet** à Washington le lundi 24 février, lorsqu'il a reçu le « NABE Lifetime Achievement Award for Economic Policy » (NABE = National Association for Business Economics) [cf. Lettre d'information n°548] est désormais disponible dans le Vol. 49, N°2 de « Business Economics » : <<http://www.palgrave-journals.com/be/journal/v49/n2/full/be201411a.html>>.
- **Chantal Delsol** : « Les universités française sont-elles vraiment des "foyers de marxisme" ? », interview dans *Le Figaro* du vendredi 20 juin. Extrait : « [Le courant marxiste dans les universités] ne s'est pas vraiment dissous, même si certains ont eu l'honnêteté de reconnaître qu'ils s'étaient trompés. Il est comme un fleuve qui se serait diffusé en marécage. Certains sont devenus écologistes, d'autres ont adopté des mystiques orientales ou pas, d'autres ont rejoint les extrêmes gauches utopiques dont le pays est si friand. Mais dans l'ensemble ce courant de pensée n'est plus nommément représenté. [...] On ne se débarrasse pas comme ça de ce que les gens du centre-est appellent la morsure hégélienne. Cela laisse un goût d'utopie qui inspire la vie entière et laisse croire que la réalité n'existe pas. Les universités vivent soviétiquement, aussi bien par les méthodes (ce qui est dit ne correspond pas à ce qui est fait) que par le langage orwellien (par exemple on ne parle pas de sélection et on en fait sous d'autres mots) ».

À savoir

- À l'occasion de la publication par les Archives nationales de l'inventaire des archives de **René Brouillet**, qui fut membre de l'Académie de 1987 à 1992, une journée d'étude intitulée « René Brouillet, Archives, État, Église » s'est tenue le jeudi 12 juin aux Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine. **Philippe Levillain** y a présenté une communication intitulée « René Brouillet, représentant de la France à Rome ».
- **Jean Tirole** a donné, le mardi 10 juin, une conférence sur la question « *Have regulatory reforms made banks safer ?* » à l'Université d'Économie et de Finance du Jiangxi, à Nanchang. Diapositives de son intervention : <<http://www.cenet.org.cn/editor/userfiles/Other/2014-06/2014061709115733117939.pdf>>.
- **Chantal Delsol** a participé, le jeudi 19 juin, à Aix-en-Provence au colloque « Éthique de l'entrepreneur », organisé par le Centre d'éthique économique de la Faculté de Droit de l'Université Aix-Marseille. Elle y a notamment rendu hommage au philosophe Jean-François Mattei, récemment disparu, qui traditionnellement ouvrait les colloques du Centre d'éthique économique par un discours philosophique.
- À la demande de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), **Mireille Delmas-Marty** a participé, le jeudi 19 juin à l'Assemblée nationale, à une audition publique sur « la sécurité des réseaux numériques : cadre juridique, risques, aspects sociétaux ».